

**Gouvernance et développement humain : Éclairage des concepts Et Etude comparative entre trois pays de l'Union du Maghreb Arabe (Algérie- Maroc - Tunisie)**

**Governance and human development: Clarify the concepts and a comparative study between three countries of the Arab Maghreb Union (Algeria-Morocco - Tunisia)**

**Radia BOUCHOUR**

Faculté des Sciences Economiques,  
Commerciales  
et des Sciences de Gestion  
Université de Tlemcen; Algérie  
rbouchaour40@yahoo.com

**Ahmed TOUIL**

Faculté des Sciences Economiques,  
Commerciales  
et des Sciences de Gestion  
Université de Tlemcen; Algérie

**Résumé:** Le développement humain est l'accroissement des libertés et des capacités permettant aux personnes de mener une vie qu'elles jugent satisfaisante à juste titre. Il repose sur l'élargissement de l'éventail des choix disponibles. L'enjeu de la gouvernance de son côté, est de rendre les investissements socialement responsables opérationnels, d'établir des cadres de référence et de faciliter l'utilisation des fonds souverains dans des investissements ayant une répercussion nettement favorable sur les indicateurs du développement humain (éducation, santé, habitat, taux d'emploi...), dans les trois pays du Maghreb Arabe (Algérie- Maroc Tunisie).

**Mots-clés :** développement humain – gouvernance - taux d'emploi- santé- éducation- Maghreb Arabe.

**Abstract:** Human development is the increased liberties and capabilities that enable people to lead a life they deem satisfactory rightly so. It is based on expanding the range of choices available. The challenge of governance for its part is to make the socially responsible investment operational, establish reference frameworks and facilitate the use of sovereign wealth funds in investments with a significantly favorable impact on human development indicators (education, health, housing, employment rate ...) in the three countries of the Arab Maghreb (Algeria-Morocco Tunisia).

**Keywords:** human development - Governance – employment rate - health – education -Arab Maghreb.

## **Introduction :**

Un diagnostic de l'évolution des indicateurs de développement humain ne manquera certainement pas de mettre en évidence la nature de gouvernance publique dans les pays du Maghreb. Et comme il s'agit de question d'intervention de l'Etat une telle analyse concourt à révéler les contraintes réelles de l'évolution des économies des pays africains du nord (PAN). En effet les PAN sont confrontés à divers problèmes rendus plus accentués dans le contexte actuel de mondialisation et d'instabilité régionale. Par ailleurs dans de tels pays l'économie tout comme le social nécessitent, pour leur dynamique respective, à la fois régulation et "boostage" de la part des pouvoirs publics ; sachant que les deux domaines se conditionnent mutuellement. Aussi la détermination et amélioration du niveau de l'indice de développement humain ne peut être que si source de financement des éléments de sa composition soit assurée.

Ainsi pour appréhender et en situer état et perspective de la relation gouvernance et développement humain la présente analyse qui se veut de synthèse, en particulier quantitative, est articulée autour de trois points:

- Le premier reprend les concepts de gouvernance et de développement humain pour tenter d'appréhender le degré de signification de leurs relations,
- Le second présente l'évolution de l'indicateur du développement humain par rapport à celle des indicateurs économiques,
- Le troisième est consacré à l'appréciation de cet indicateur eu regard à l'état économique des ménages. A cet effet seront examinés en guise de conclusion les possibles axes de la réforme à engager dans les systèmes financier et fiscal (SIF).

tentons de revoir, de manière succincte, les définitions des concepts mis en relation dans ce cadre d'analyse c'est juste pour en relever les portées et les limites dans les contextes des économies objets de cette étude. En effet tant la gouvernance que le développement humain, aussi bien dans leur appréhension qu'au niveau de leur mesure, ne sont nettement et catégoriquement définis ou déterminés. Ils sont, au fil du temps, objet d'innovation et de recherche continue.

## **1.- Des concepts et de leur significativité**

Si nous tentons de revoir, de manière succincte, les définitions des concepts mis en relation dans ce cadre d'analyse c'est juste pour en relever les portées et les limites dans les contextes des économies objets de cette étude. En effet tant la gouvernance que le développement humain, aussi bien dans leur appréhension qu'au niveau de leur mesure, ne sont nettement et catégoriquement définis ou déterminés. Ils sont, au fil du temps, objet d'innovation et de recherche continue.

### **1.1- la gouvernance en pays en développement**

C'est le débat général sur le développement des pays actuellement en retard qui a fini par déboucher sur l'introduction dans l'analyse économique de la notion de gouvernance publique.

#### **1.1.1-avènement**

En effet étant donné le potentiel économique et humain dont disposaient ces pays leur retard ne pouvait être expliqué, entre autres, que par l'existence d'institutions rigides rendant la décision publique imprécise, incohérente et loin des objectifs de la programmation du développement. Aussi la gouvernance en particulier à partir des années 1990 (via théories des institutions), se trouve-telle évoquée lors de l'approche du développement des pays économiquement "en retard". L'explication est située spécifiquement au niveau des institutions- lois, règles et administration publique- et de leurs inférence sur l'allocation des ressources disponibles. Aussi la relation entre manière de gérer les ressources et développement économique et social devient-elle une relation typiquement ombilicale. Cela

suppose par conséquent donc que s'il existe un état économique national sous optimal c'est qu'il est la résultante du mode de gouverner. C'est pour cette raison que de prime abord la gouvernance est définie comme étant le mode, voire régime<sup>1</sup>, de décider, de gouverner, de gérer les ressources nationales. Ce dernier peut prendre diverses formes qui sont pour l'essentiel ou dictatoriale, ou démocratique ou participative. Le rôle et la nature de l'Etat deviennent par conséquent le centre du débat, particulièrement académique, pour la "bonne gouvernance", d'après des institutions financières internationales, mais qui finirent par tomber actuellement dans les discours des politiques des pays du nord adressés aux dirigeants des pays du sud.

*Grosso modo* la bonne gouvernance consiste en la réforme des institutions, ayant prévalu jusqu'alors, et en le désengagement de l'Etat pour plus d'intervention d'initiative privée en matière de production de biens et de prestations de services.

Rappelons toutefois que les théories du welfare (ou american way of life), à l'orée des années 1950, qui se prolongent actuellement en théories du wellbeing ( Janne Rinne & alii 2013) se sont érigées dans le cadre des économies libérales. Aussi sont-elles, même implicitement, corrélées au rôle de l'Etat et donc à ses modes d'allocations des ressources publiques. Autrement dit l'amélioration des conditions de vie, et par extension de travail, est fonction de la "bonne gouvernance" qui relève d'institutions, et donc plus de certitude, donnant l'initiative au libre arbitre des individus.

Rappelons aussi que concomitamment à cela la budgétisation des dépenses publiques, par exemple "public choice" (Buchanan) pour aboutir aujourd'hui à "l'économie publique" (L. Weber), a connu une trajectoire similaire pour mieux cibler et objectifs et populations concernées.

En somme la gouvernance s'apprécierait à l'aune de la concurrence marchande à tous les niveaux ! Qu'en serait-il alors lorsqu'il serait question de dépenses publiques ? Est-ce une notion pertinente ?

### 1.1.2 -Un concept à débat

Comme pour tout concept le débat autour de la gouvernance n'est pas pour autant épuisé, loin s'en faut. Au contraire la notion de gouvernance semble aléatoire et à contenu variable pour être définie selon le domaine d'investigation scientifique et/ ou de politique économique.

Ainsi "Même si le terme de "**gouvernance**" fait aujourd'hui partie d'un patrimoine international commun". Et même si son usage est désormais courant "il n'en reste pas moins un concept extrêmement vague, très marqué par la culture anglo-saxonne - et donc exposé à des interprétations nécessairement diverses et subjectives"<sup>2</sup>. Ce qui ouvre le champ à plus d'investigations et de recherches pour mieux saisir toute l'objectivité de la notion.

Cependant la notion n'est pas aussi claire que ce que l'on suppose en général. En effet "En conséquence, le débat sur la « gouvernance » est généralement enfermé dans deux discours contradictoires. Pour les uns la "bonne gouvernance" est la seule solution adaptée aux problèmes actuels d'environnement, et elle a donc vocation à se substituer aux politiques publiques traditionnelles considérées comme dépassées. Pour les autres, au contraire, la « gouvernance » est le problème - et non la solution - car elle ne fait que renforcer l'impuissance collective face à des défis de plus en plus ingouvernables"<sup>3</sup>. C'est dire du flou et de l'amalgame qui règne autour de la question.

Par conséquent la gouvernance reste une notion toute aussi floue qu'imprécise pour en apprécier sa valeur et en confectionner un indicateur de sa mesure.

## **1.2- Gouvernance et développement humain.**

La gouvernance dans les pays en développement, où il est supposé a priori la rareté relative des ressources, doit être mesurée par son impact sur l'atténuation des conflits d'intérêt entre groupes d'individus. Dans cette perspective l'investissement, en particulier public, consiste à aplanir les dilemmes d'essence sociale<sup>4</sup>.

### **1.2.1-Définition du concept du développement humain**

Le développement humain est défini dans son approche première (UNDP 1990) comme étant le processus de développement des choix des individus qui les rend aptes à accéder à un niveau de vie "décent". Ou encore selon UNCTAD (1999, p. 5), "Human development is a process of enlarging people's choice. The most critical ones are to lead a long and healthy life, to be educated and to enjoy a decent standard of living. Human development is measured by UNDP as a comprehensive index – called the human development index (HDI) – reflecting life expectancy, literacy and command over the resources to enjoy a decent standard of living"<sup>5</sup>.

### **1.2.2- Elargissement de la notion aux capacités**

En ce sens l'interprétation de la notion de capacités, introduite par Sen (2000), fait du développement humain une composante de plus en plus multidimensionnelle. Ainsi "Capabilities refer to a person's 'ability to achieve a given functioning. Functionings are 'valuable activities and states that make up people's well-being' (Alkire, 2005). Put another way, capabilities are what people are free to do and achieved functionings are 'what they do' (Anand et al., 2009). Expanding people's capabilities therefore means expanding their positive choices or 'real freedoms' over functionings. Functionings include (without being exhaustive) 'working, resting, being literate, being healthy, being part of a community, being respected' (Robeyns, 2003)"<sup>6</sup>. Capacités donc se résument en l'autonomisation acquise par l'individu aux fins de pouvoir transformer les opportunités de marché (Aoki 1993) en réalisations contribuant à l'amélioration de son état économique. Allant dans ce sens certains auteurs élargissent les capacités aux ensembles de groupes d'individus.

Au fil des décennies<sup>7</sup> la notion ne cesse de recouvrer et d'élargir son champ d'application. Englobant plusieurs biens économiques l'appréhension du développement humain s'effectue au travers d'un indicateur synthétique. Le standard de vie aidant- qui s'améliore avec le progrès économique (ou multiplication des biens disponibles J.Fourastié 1956) - de basique l'IDH ne cesse de comprendre et de revêtir diverses dimensions (la qualité des biens) ou composantes ou formes telles "capabilities" (sen 2000) ou "historical index of human development" (L.P. de la Escosura 2013) ...ou encore un hybride HDI (rapport développement 2010) ou encore un indice de développement humain durable (Giangiacoamo Bravo 2014) ....

### **1.2.3- Développement humain un indicateur**

C'est parce que la vie décente s'entend comme étant le processus d'acquisition, pour la majorité de la population à un moment donné de son histoire, du plus grand nombre possible de biens tout aussi privés que publics. Aussi importe-il pour ces sociétés que l'investissement en technologie moderne, notamment dans les secteurs à usage courant (énergie par exemple), soit renforcé puisque la technologie a un impact certain sur le développement humain<sup>8</sup>. Et par conséquent l'amélioration de l'indice de développement humain se trouve-t-elle conditionnée par la gouvernance publique (allocation des ressources et tarification) et par le mécanisme de marché (les prix). Ainsi l'accès à la santé, à la

connaissance mais aussi à l'information (aussi bien sur les produits de large consommation que sur la politique), à la prise de décision politique, au travail, ...contribuent à la formulation du standard de vie à une étape donnée du développement pays. Parmi ses composantes il semble que l'espérance de vie est de loin celle qui a été la mieux améliorée notamment en Afrique<sup>9</sup>.

Le rôle de l'Etat et son efficacité pour mieux allouer les ressources ainsi que décider de leur tarif de cession aux bénéficiaires devient la pierre angulaire de la réalisation des objectifs à caractère développement humain. Mais l'Etat est toujours confronté dans les pays en développement à la résolution, sur le long terme, du dilemme entre développement humain et développement économique et durable ! Une résolution qui doit en outre prendre en compte l'éternelle précaution d'équité au niveau de la redistribution des revenus.

Le marché aussi dans les pays du sud en général n'est pas efficient et donc nécessite par ailleurs la régulation publique afin que les revenus faibles ne soient durement pénalisés notamment dans le contexte de la mondialisation et de l'ouverture économique et commerciale.

Ainsi l'IDH ne peut être indifférent à la croissance économique et donc à son taux quoique le rapport 2013 de l'UNDP "insiste sur le fait que la croissance économique ne se traduit pas automatiquement par une amélioration du développement humain. Les politiques en faveur des pauvres et un investissement conséquent dans les capacités des individus (axé sur l'éducation, la nutrition et la santé, ainsi que sur les compétences professionnelles) peuvent élargir l'accès à un emploi décent et jeter les bases d'un progrès soutenu"<sup>10</sup>. L'amélioration du développement réside, selon les experts UNDP, en l'encouragement de "l'équité, notamment dans la dimension du genre, d'accroître la représentation et la participation des citoyens, notamment des jeunes, d'affronter les problèmes environnementaux et de gérer les mutations démographiques"<sup>11</sup>. Mais comment donc concilier entre ces recommandations et le "dilemmique" rôle de l'Etat ?

Toutefois et malgré le spectre dimensionnel qu'il prend l'IDH reste une mesure encore non maîtrisée du développement socioéconomique pays<sup>12</sup> ou du *welfare* de sa population. ET ce même s'il y a lieu de relever que la corrélation s'opère entre dépenses publiques antérieures et IDH présent.

La conclusion à ce stade est que tant la gouvernance que l'IDH sont des représentations à contenu et contour que l'on ne peut cerner que contextuellement et conjoncturellement. Cependant ceux sont des concepts qui permettent d'entreprendre des analyses, d'opérer des choix en matière d'orientations et de stratégies politiques et économiques.

## **2.- Synthèse de l'évolution des indicateurs économiques dans les PAN**

Concrètement gouvernance et IDH s'apprécient selon les évolutions concomitantes des populations et des états économiques pays.

### **2.1- L'élément démographique**

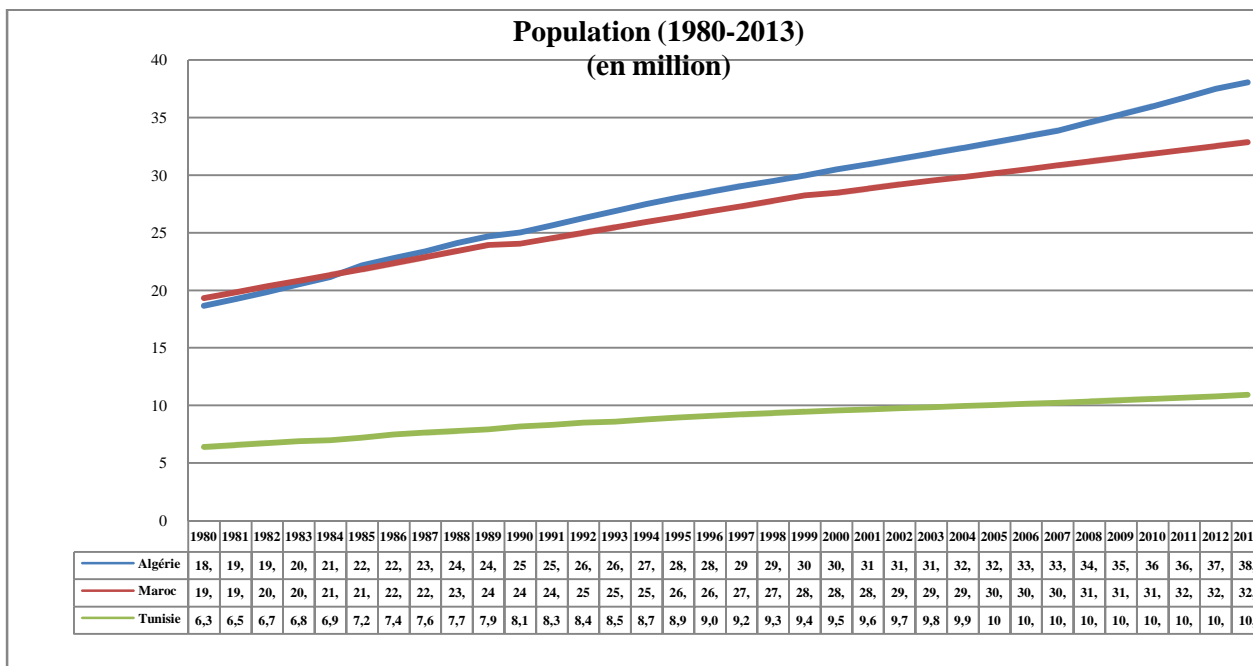
Ainsi l'évolution de la population, en particulier active, importe de façon notoire sur les niveaux de l'indice du développement et pour cause : tout ce qui est entrepris, par le politique, l'est dans le but de satisfaire les espérances de la population pays !

Les taux de croissance des trois pays connaissent des trajectoires non similaires mais vont dans le même sens (comme le montre le graphe ci-dessous). Notons que ce sont des populations à fort taux de jeunesse (environ 70%).

Les populations algériennes et tunisiennes ont évolué à un rythme soutenu pour avoir pratiquement doublé en l'espace d'un peu plus d'une génération soit trente années. Tandis que celle marocaine a cru selon un rythme plus ou moins lent par rapport aux deux précédentes.

Est-ce que pour autant l'économie des trois pays s'est accrue proportionnellement au rythme de croissance précédemment évoqué pour répondre aux besoins multiples des populations concernées.

**Figure 1: Population (1980-2013)**



Source : FMI

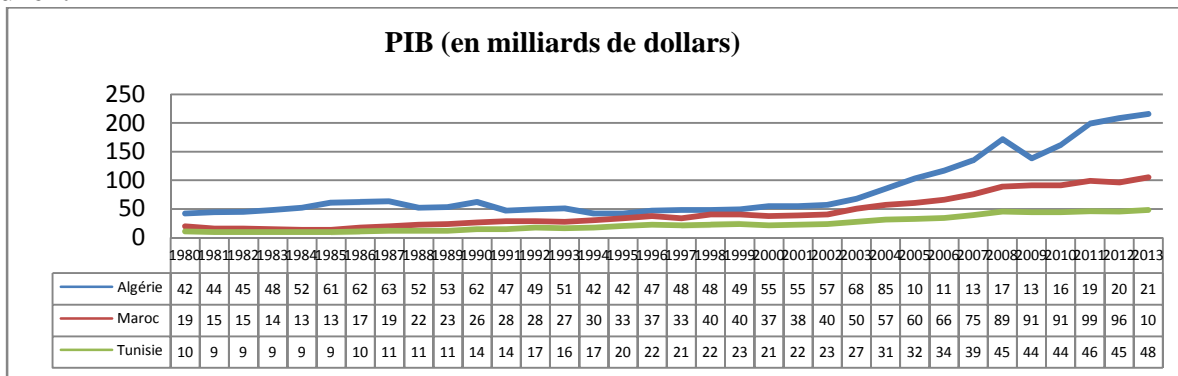
## 2.2-L'élément économique

L'évolution de l'état économique ne peut être appréhendé sans référence à la croissance de son PIB . Cependant dans le sens l'estimation de l'indice de développement humain une approche par les V.A , en termes sectoriels économique et juridique, est toute indiquée.

### 2.2.1- PIB

La référence aux données du FMI (2013) fait découvrir que les PIB des PAN ont évolué de manière similaire durant la période allant de 1980 à 2013. Toutefois les montants réalisés connaissent des volumes différents.

**Figure2: PIB**



Source : FMI

Le graphe fais ressortir que :

L'Algérie a connu depuis 1980 une faible croissance de PIB. Faiblesse qui a chuté après 1987 pour continuer à fluctuer jusqu'à 2001. Cependant depuis 2002 le PIB croit convenablement grâce à la bonne maîtrise des agrégats macro-économiques, mais qui restent en deçà du potentiel du pays, notamment en termes de croissance hors hydrocarbures.

Au Maroc, L'évolution de l'économie a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 4,7% durant la période 2000-2004, après avoir connu une récession durant la période antérieure. Puis durant la période 2005-2013, elle enregistrée un taux de croissance annuel moyen de 4,6%.

L'économie Tunisienne a pratiquement connu une stagnation durant la période (1980-1989) Mais au cours des deux dernières décennies (1990-2010) a été caractérisé par une croissance tendancielle comprise entre 4,6% et 5%.

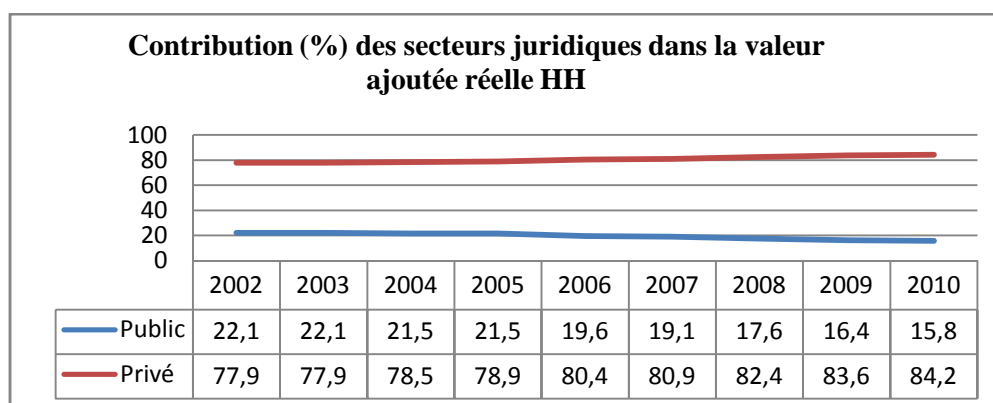
### 2.2.2- les V.A

Au Maroc la performance de l'économie est le résultat de la hausse de 4,1% de la valeur ajoutée du secteur primaire et de la bonne tenue du secteur non agricole. Aussi, le secteur secondaire a enregistré un taux de croissance de 3,6%, entre 2005 et 2013, suite à une croissance moyenne de 6,5% de la valeur ajoutée de la branche du bâtiment et travaux publics et de 6,1% de la valeur ajoutée de la branche électricité et eau. Le secteur tertiaire a, également, connu une croissance importante de 4,9% en moyenne durant la même période, en raison d'une amélioration de la valeur ajoutée des postes et télécommunications (8,6%), des activités financières et assurances (7,5%) et des transports (5,9%)<sup>13</sup>.

Cette croissance s'est déplacée en faveur des services<sup>14</sup> et dans un degré moindre vers l'industrie. Il faut noter que la Tunisie s'est intéressée par l'agriculture, l'élevage, et le conditionnement des fruits et légumes parce qu'elle dispose du soleil et d'une main d'œuvre relativement bon marché<sup>15</sup>.

L'inclusion par l'économique est importante en Algérie comme le démontre la part du secteur privé dans la V.A totale. Cette part a progressé de 77,9% en 2002 à 84,2% en 2010, soit d'une moyenne annuelle d'environ 1%. Cependant le secteur privé arrive juste à employé la moitié des effectifs et se distingue par la petite entreprise (1à 9 travailleurs) la quelle ne possède pas les capacités à développer l'emploi à une large échelle.

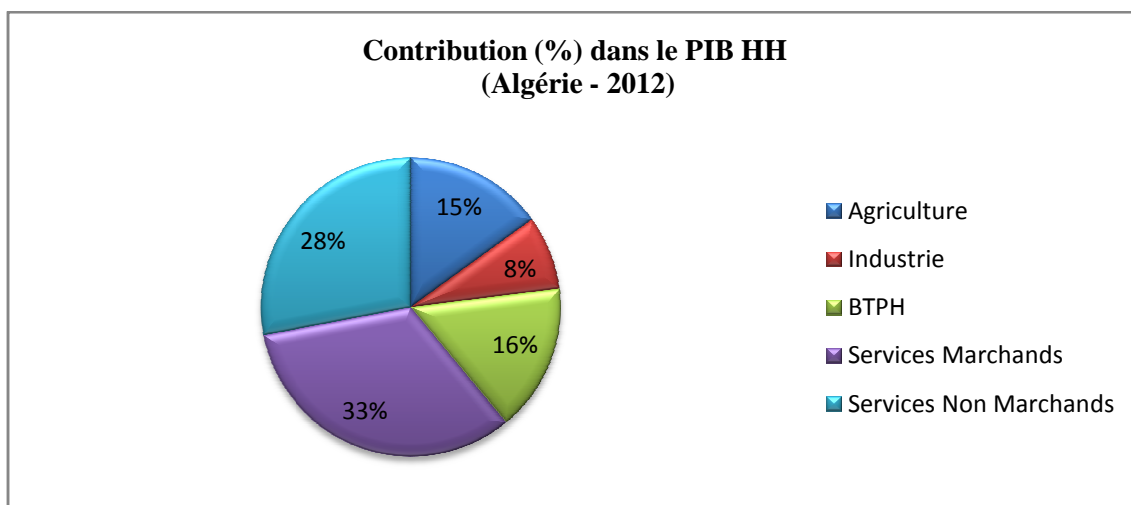
**Figure 3: Contribution ( %) des Secteurs juridiques dans la valeur ajoutée réelle HH**



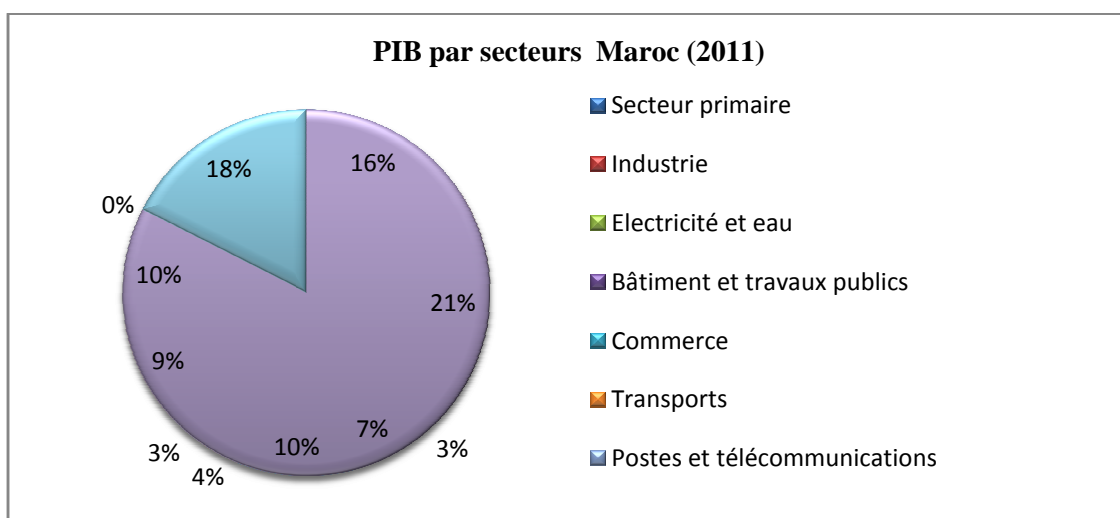
Source : ONS - 2012

Les schémas figurés par la suite comparent la contribution en (%) des secteurs dans le PIB.<sup>16</sup>

**Figure 4:** Contribution (%) dans le PIB HH ( Algérie 2012)

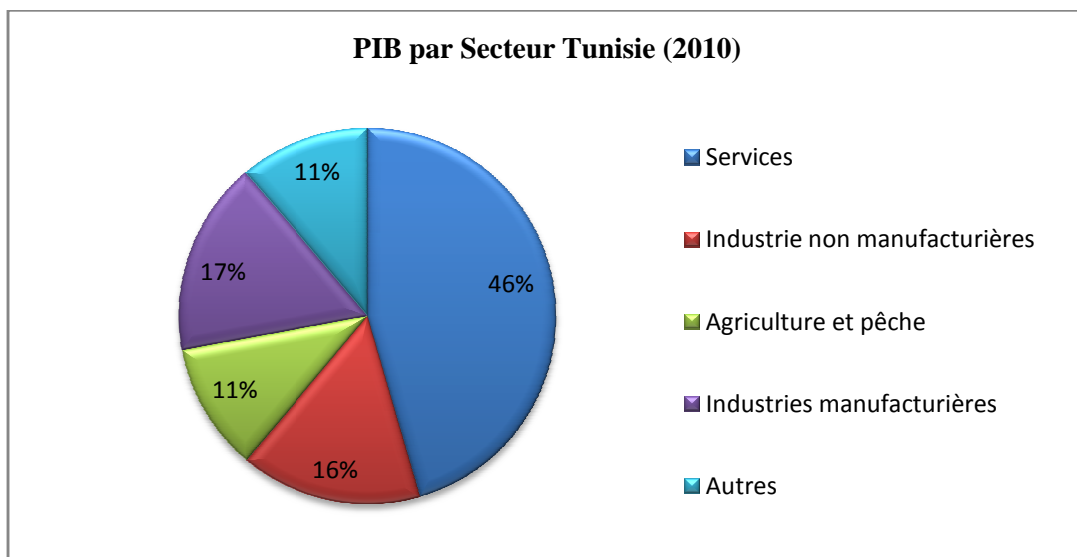


**Figure 5:** PIB par secteurs (Maroc 2011)



**Figure 6:** PIB par secteurs (Tunisie 2010)

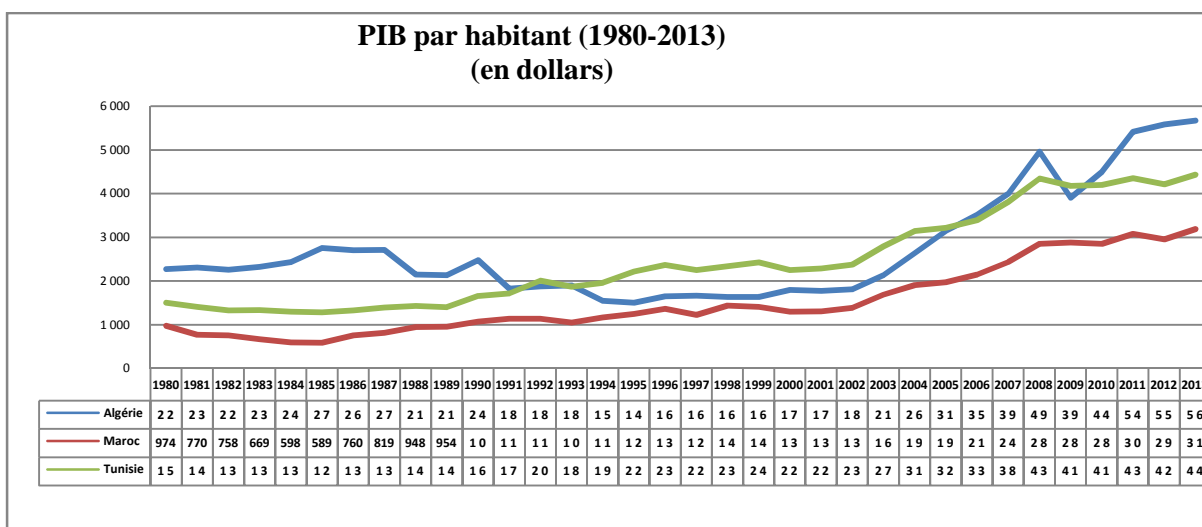




### 2.2.3- Le PIB par habitant

La part du Pib échue à chacun des habitants connaissent aussi le même rythme d'accélération que celui pays. Cependant cette évolution ne s'est pas opérée de manière monotone en particulier pour l'Algérie. Ainsi et théoriquement les conditions de vie, en particulier en termes de revenus, les citoyens des PAN ont vu leur situation respective améliorée.

**Figure 7: PIB par habitant (1980-2013)**



Source : FMI

Toutefois une lecture *in fine* du PIB par habitant révèle que, voir graphe, la part du tunisien<sup>17</sup> est supérieure à celle du marocain. Et relativement l'on pourrait supposer que l'indice de développement humain serait supérieur en Tunisie par rapport au Maroc. Quoique l'économie tunisienne soit "stressée" par les conséquences macro-économiques de la révolution du 14 Janvier 2011 et la crise Libyenne sont sévères peuvent se résumer en dommages matériels subis estimés à 4% du PIB, effondrement des recettes touristiques (-46%) et à une forte diminution de l'investissement étranger (-17,8%), plus un accroissement de l'insécurité et à des tensions sociales.<sup>18</sup>

En Algérie Pour l'ensemble de la période 1980-2013, on enregistre une moyenne de croissance annuelle de 3,8.

Ce fait rend encore et IDH et gouvernance comme seuls facteurs d'appréciation de l'amélioration du bien être collectif !

PAR conséquent l'évolution des dépenses publiques a-t-elle au minimum été proportionnelle à ces améliorations? En effet il est question de minimum parce que il ya renchérissement des biens d'équipement et des services offerts tant à l'échelle nationale (voir les taux d'inflation) qu'à l'échelle internationale (répercussions de l'augmentation des prix des hydrocarbures).

### 3. Les dépenses IDH

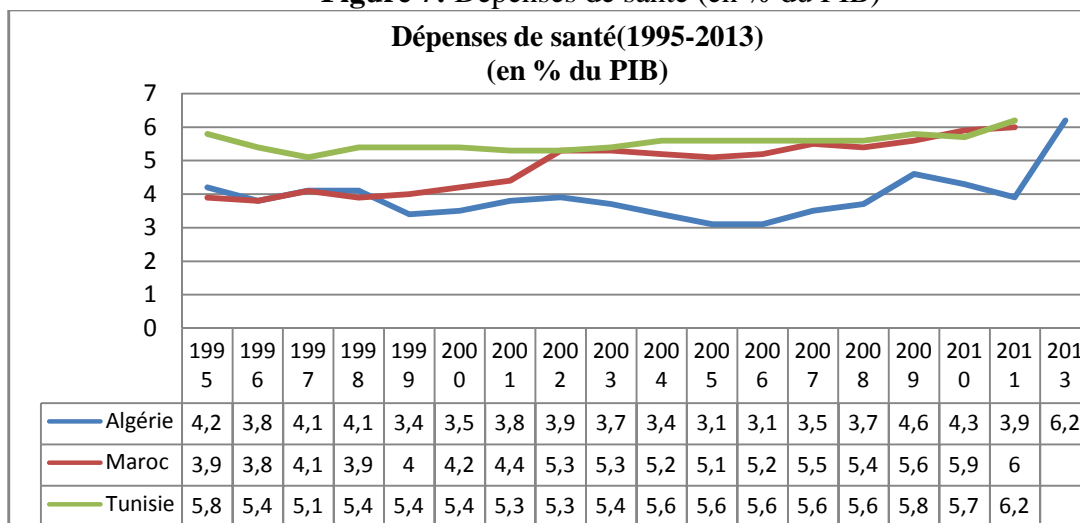
L'amélioration économique en général, conjuguée à une bonne gouvernance, met à disposition des pouvoirs publics des ressources qui puissent financer la production des services collectifs. Aussi des programmes efficaces et des gouvernements efficaces sont à même d'améliorer les conditions de vie des habitants : en veillant à ce que ces derniers aient accès à des services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, l'électricité et les transports, et qu'ils aient l'occasion de vivre et de travailler dans un environnement pacifique et sécuritaire.

Pour financer leurs dépenses publiques, en plus de la fiscalité intérieure, les trois économies arrivent toutefois à acquérir des revenus substantiels de nature rente à savoir tourisme pour la Tunisie et le Maroc, fiscalité pétrolière pour l'Algérie ou encore commerce de matières et produits primaires pour le Maroc !

#### 3.1- Dépenses de santé (en % du PIB)

D'abord combattre les maladies- maladies transmissibles telles que le VIH/sida, la tuberculose, le cancer, les maladies cardiaques et le diabète-, ensuite prévenir pour réaliser les objectifs du millénaire, à l'instar des pays africains, les PAN mettent au centre de leur programme d'action l'amélioration et le développement du secteur de la santé publique. C'est là une opération pour le moins ardu étant donnés les aléas et contraintes qui président à l'acquisition des médicaments et du matériel -équipement pour soins de santé.

**Figure 7: Dépenses de santé (en % du PIB)**



Source : Banque mondiale

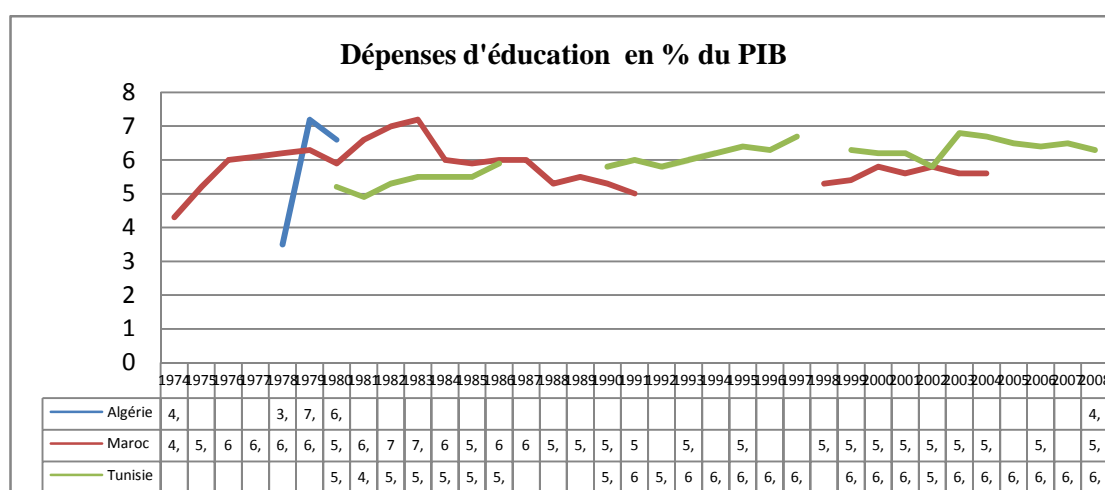
La croissance continue en dépenses de santé dans les PAN comme le montre le graphe reflète cette importance. Là que le marché algérien de la santé est en forte croissance, estimé à 2,5 milliards de dollars actuellement, de nombreux investisseurs étrangers commencent à prendre leurs marques comme le Français Sanofi-Aventis qui prévoit employer 133 jeunes diplômés.

Pour accélérer les progrès dans le domaine de la santé, les PAN doivent se pencher sur les liens entre les résultats dans le domaine de la santé et d'autres indicateurs sociaux et économiques, tels que l'éducation, l'infrastructure clé telles que les routes, les télécommunications et le transport. Il importe également de prendre en compte les pratiques culturelles en vue d'améliorer et protéger ces progrès réalisés en santé.

### 3.2 Dépenses d'éducation (en % du PIB)

L'éducation-formation depuis fort longtemps constitue le domaine à privilégier et à entretenir quelques soient les conditions économiques et sociales des pays. L'alphabétisation, quelque l'âge de la personne, est décrétée comme droit primordial que l'on ne peut dissocier des autres droits individuels et universels.

**Figure 8:** Dépenses d'éducation (en % du PIB)



Source : Banque mondiale

Malgré que les dépenses par étudiant, ont doublé en 10 ans, passant de 1480 dollars à 3178 dollars. Elles demeurent cependant très inférieures à celles des pays de l'OCDE. Ces efforts importants en matière de financement<sup>19</sup> sont à corrélés avec les autres dépenses et avec l'évolution de l'IDH. Cependant d'aucuns affirmeraient que " on peut en effet affirmer qu'il y a une très mauvaise gestion du budget de l'enseignement, et cela est du à de nombreux facteurs : absence de vision, absence de transparence, absence de mesure de la qualité et de la performance, absence d'incitations dans le système éducatif, centralisation excessive, etc. Malheureusement comme dans tous les domaines, nous avons une logique de la dépense et non de la performance."

Généralement l'éducation<sup>20</sup> dans les PAN est caractérisé par :

- Absence de données accessibles au public sur le système éducatif
- Malgré des dépenses importantes en matière d'éducation, la mauvaise gestion budgétaire pèse lourdement sur les performances scolaires et universitaires

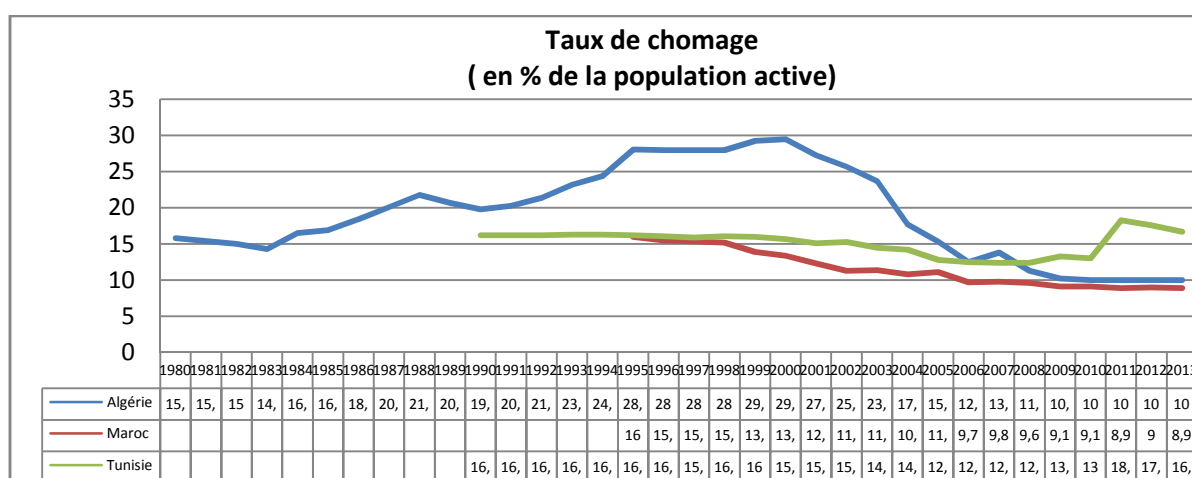
- Nécessité d'améliorer la façon d'élaborer les réformes étatiques en matière d'éducation

Rapportées au PIB les dépenses d'éducation formation sont d'un niveau , entre 6 et 7%, assez appréciable pour les PAN. Elles dénotent de l'importance accordée à ce secteur.

### 3.3- L'inclusion économique et sociale

L'inclusion économique et sociale, versus taux de chômage, est le pendant de la dynamique économique. Elle permet aussi l'amélioration de l'indice du développement humain. Cette inclusion peut être généralisée et se mesure à travers le niveau du taux de chômage, le taux d'imposition et le taux d'intérêt bancaire qui sont, *ceteris paribus*, des facteurs ou inclusifs (bas niveau) ou d'exclusion (haut niveau).

**Figure 9:** Taux de chômage (en % de la population active)



Source : FMI

Le taux de chômage a connu en Algérie et au Maroc une baisse remarquable pour la période (1990-2009) puis pratiquement une stagnation jusqu'au 2013. Au Maroc grâce à la création de 114.000 nouveaux postes d'emplois, au Maroc. Cette évolution couvre la création de 90.000 postes d'emplois rémunérés additionnels dont 23.000 postes ont profité au milieu urbain et 67.000 au milieu rural. Notamment en Algérie cette amélioration est le résultat des différentes politiques d'insertions des jeunes diplômés, ainsi les facilitations mises en place pour soutenir les micros entreprises (exonération d'impôt). Par contre la Tunisie enregistre une importante croissance du taux de chômage (2008-2013) causé par la diminution des emplois en tourisme.

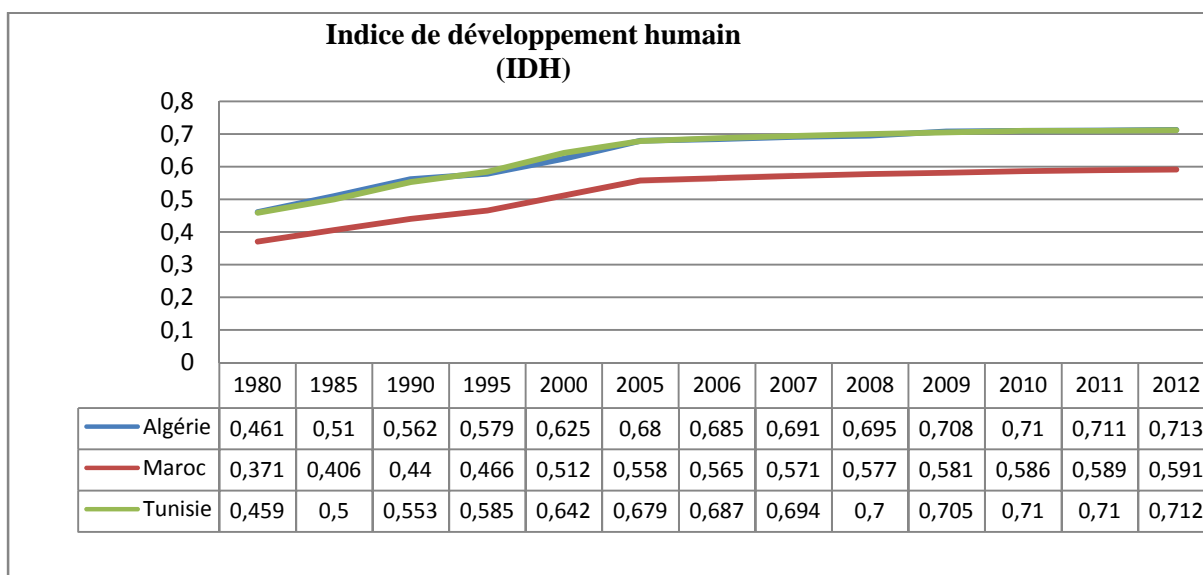
Selon la BAD (2012) malgré les efforts fournis par les gouvernements Algérien et Marocain, la croissance économique remarquable réalisée durant la dernière décennie, n'a pas été pleinement inclusive et n'a pas permis de créer suffisamment d'emplois décents. Le plus souvent l'emploi reste précaire amenant ensuite un large groupe plus problématique que les chômeurs proprement dits, à savoir les découragés - personnes qui ont cessé de chercher un emploi et des opportunités pour améliorer leurs qualifications ou aptitudes.

L'emploi est donc le reflet des structures économiques prévalant en cette étape de transition économique.

#### 4.- L'évolution de l'Indice de développement humain

Notons qu'avec des voies et politiques différentes ainsi que des structures économiques- les VA depuis au moins l'année 2000, agricole et industrielle sont plus ou moins importantes en Tunisie et Maroc quasiment 17% du PIB tandis qu'en Algérie sont inférieures à 6% ; les trois pays arrivent à atteindre le même niveau d'indicateur synthétique du développement humain.

**Figure 10:** l'Indice de développement humain



Source : Pnud

Cependant cet indicateur peut être considéré comme un indicateur brut ; en effet les dépenses publiques comportent deux volets celles d'équipement et celles de fonctionnement.

Les efforts consentis : en terme de niveau l'indicateur est passé QUASIMENT de 0,46 à 0,73 pour les trois pays ; autrement et a priori les politiques sociales possèdent le même degré d'efficacité ! Soit une variation de l'ordre de 0,27 ; l'amélioration du niveau de l'indicateur est-elle indifférente à l'évolution de l'état économique du pays ?

Mais à comparer rythme de variation de l'indicateur et rythme de croissance de la population résidente il est à constater que durant la période considérée:

la population algérienne et tunisienne ont pratiquement doublé passant respectivement de 18 à plus de 36 millions (soit 18) et de 6 à presque 11 millions (soit 5); Tandis que Celle marocaine a connu une croissance lente passant de 18 à environ 32 millions (soit 14) d'où des rapports marginaux respectifs de  $0,27/18= 0,015$  ,  $0,27/5= 0,054$  et  $0,27/14= 0,020$  ; ainsi les rapports donneraient un autre classement L'efficacité des politiques se situent du côté de la Tunisie 0,054 pour chaque million d'habitants, à un degré moindre le Maroc 0,020 tandis que l'Algérie viendrait en dernière position.

Cet indicateur ne saurait refléter à lui seul le seuil satisfaisant du niveau de développement humain. En effet les dépenses publiques, d'éducation - formation - de santé..., sont collectifs et ne sauraient renforcer l'autonomisation de l'individu ; une autonomisation qui rende possible son insertion dans l'économie. Le pouvoir d'achat de l'individu peut être rogné par les contraintes ou charges indirectes (tva, majoration des tarifs de la consommation

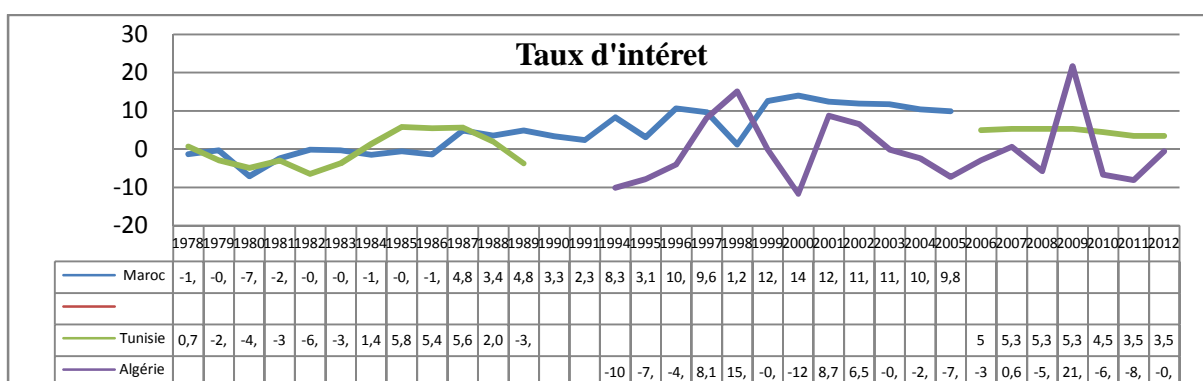
marginale,..) contenus dans les prix des biens fondamentaux tels les médicaments, l'eau, l'électricité <sup>21</sup> (rend innombrables services) ou encore téléphone. C'est là bien un handicap qui va limiter les capacités d'action possible dans la vie économique et sociale. Ainsi l'impôt, quoique nécessaire à l'amélioration de l'indice de développement humain, est un paramètre d'éviction. Il en est de même des taux d'intérêt bancaires qui limitent l'inclusion financière <sup>22</sup> et par conséquent limitent les capacités individuelles pour les éloigner d'entreprendre et de s'insérer aisément dans le monde économique. C'est parce que l'entrepreneur prend toute une dimension dans le cadre du développement humain ainsi il est " entrepreneurship is not only a production factor, or a means to an end, as is often taken to be the case by economists, but also an end in itself. Entrepreneurship can be a human functioning and can contribute towards expanding the set of human capabilities through being both a resource and a process" <sup>23</sup>.

AINSI si les dépenses publiques sont les conditions nécessaires à l'amélioration du développement humain, le niveau des variables –taux d'intérêt et taux d'imposition– d'amélioration de l'autonomisation individuelle et donc les conditions d'entrée au marché en constituent celles conjonctuellement suffisantes.

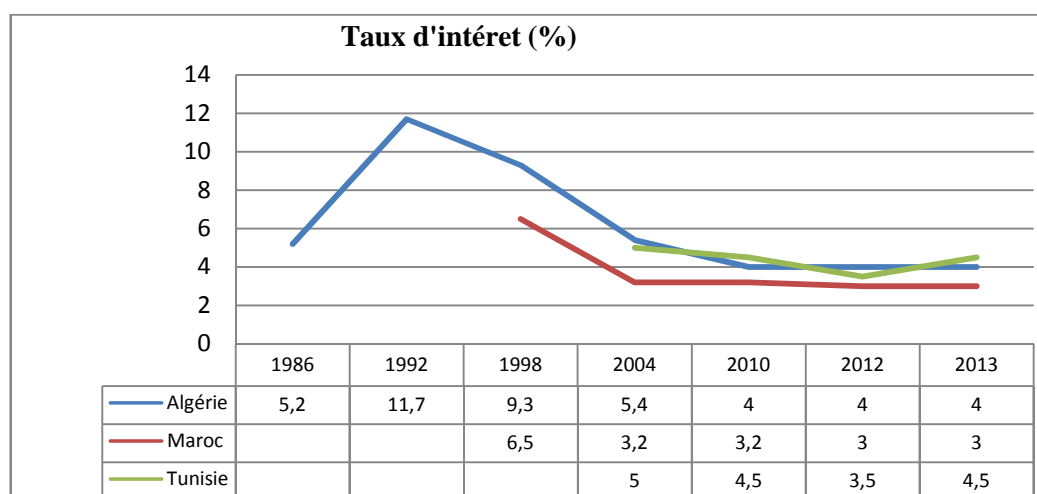
#### 4.1- Les biais à l'IDH.

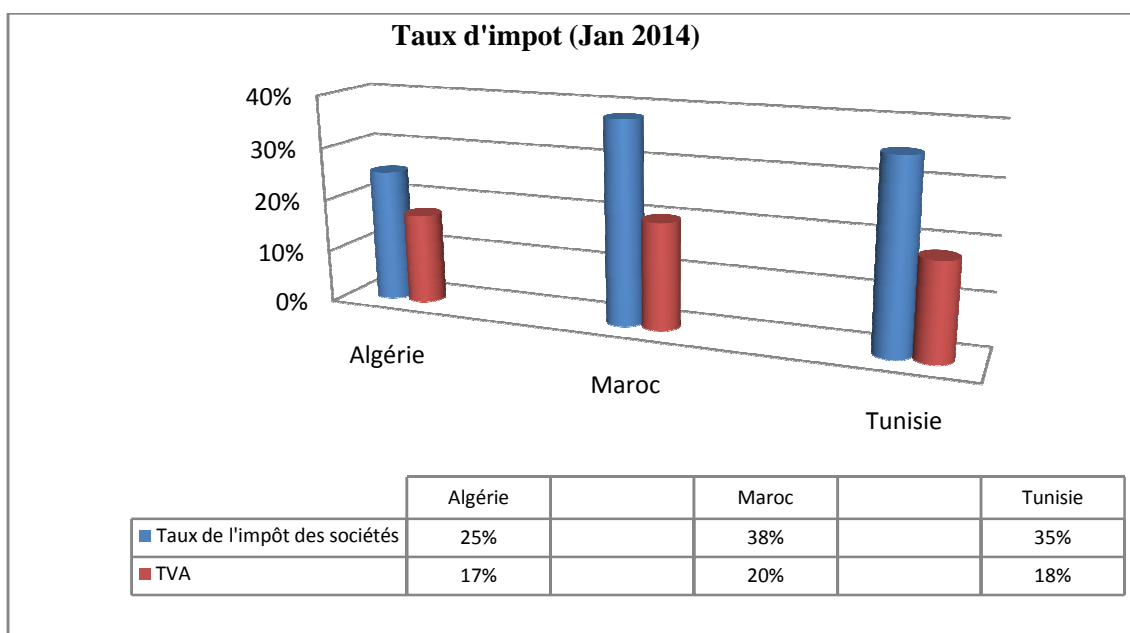
L'IDH ne peut rendre compte à lui seul du niveau des capacités. EN effet plusieurs biais peuvent surgir pour minimiser de sa mesure et de sa portée.

**Figure 11:** Evolution des taux d'intérêts et taux d'imposition fiscale



Source : Banque mondiale



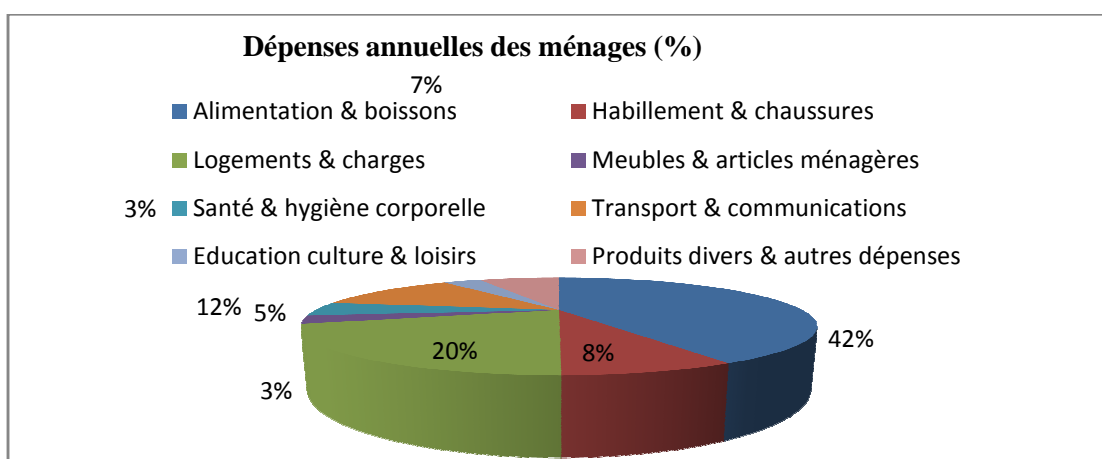


En Algérie Pour l'ensemble de la période 1994-2012, on enregistre une moyenne annuelle de -0,4. C'est en 2009 qu'on enregistre le plus haut niveau (21,7) et c'est en 2000 qu'on enregistre le plus bas niveau (-11,7).

Quant au taux d'intérêt créditeur, correspondant aux dépôts 6-12 mois, il est passé de 4,1% durant la période 2000-2004 à 3,7% durant la période 2005-2012. Le taux interbancaire a également baissé, passant de 3,4% à 3,1% durant les mêmes périodes.

**EN** effet en prenant l'exemple du ménage algérien nous constatons que :  
Ces dépenses se répartissent comme suit :

**Figure 12:** Dépenses annuelles des ménages (%) (Algérie)



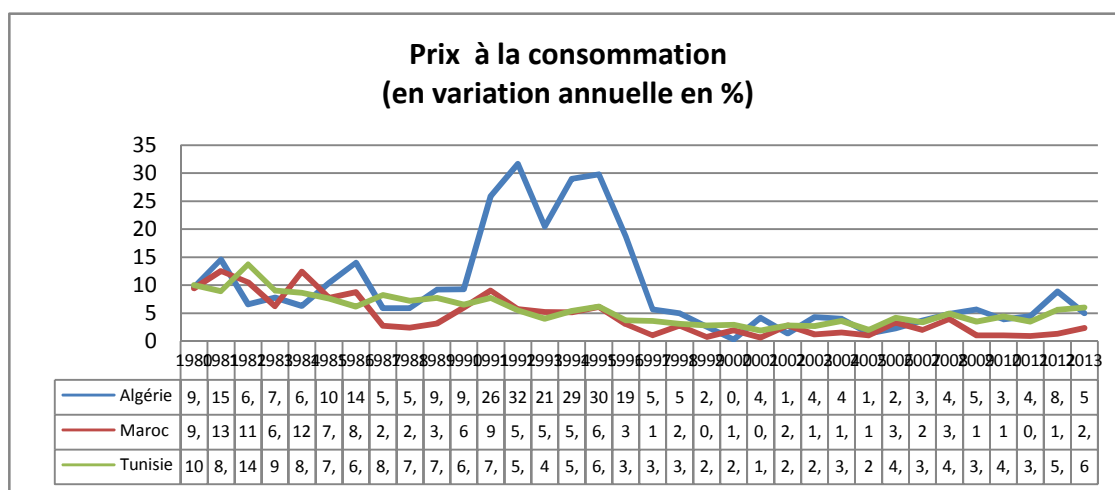
Source : ONS - 2012

Sachant que les consommation d'énergie domestique, et d'eau sont frappés de 7% respectivement et de tarification quadruple sur les consommations marginales dites de rationalisation des comportements, de 17% sur les consommations téléphonique et internet, le médicament est aussi frappé d'impôt et parfois non remboursable par la sécurité sociale pour

les assurés sociaux..LE prix du livre (600 DA en moyenne), ou celui de l'équipement informatique, devient inabordable pour le salaire moyen de **45.500 DA dans le public et de 25.700 DA dans le privé national (selon l'ONS en 2012).**

L'autre facteur et non des moindres est l'inflation, non contenue, qui ajoute de son poids pour amplifier l'handicap sur les capacités. AINSI l'inflation est beaucoup plus débridée en Algérie qu'aux autres pays comme le montre le schéma suivant :

**Figure 13: Prix à la consommation**



Source : FMI

L'inflation semble, pour l'ensemble des trois pays, maîtrisée pour être ramenée à des niveaux sensiblement inférieurs à ceux de la période récente des années 2000. Par contre antérieurement à cette période l'inflation était élevée et en dents avec des pics importants pour l'Algérie. Est-ce à dire que les pouvoirs publics interviennent mieux dans la vie économique et sociale ; ou bien est-ce que cela est dû à d'autres facteurs explicatifs ?

En Algérie, pour l'ensemble de la période 1970-2012, on enregistre une moyenne annuelle de 9,5 ; avec toute fois un pic de 31,7 en 1992 et son plus bas niveau (0,3) en l'année 2000.

Quant à l'inflation au Maroc, elle se situe autour de 1,8% durant la période (2000-2012) malgré l'accentuation du renchérissement des cours du pétrole et des produits de base au niveau des marchés mondiaux. Cela est grâce au soutien de la caisse de compensation et la gestion de la politique monétaire. Cependant l'inflation a beaucoup touché les produits alimentaires (1,5%) plutôt que les produits non alimentaires de 0,5 point, en particulier les produits d'habillement (0,2 point), l'habitat (0,5 point) et les transports (0,3 point).

Il a constaté donc que le poids des charges dues à l'inflation, les taux d'intérêts bancaire et aux taux d'impositions fiscale sont importante pour le ménage maghrébin. Et par conséquent se poids limite bien l'accès aux bien économique et donc ralentie l'amélioration de l'IDH.



## Conclusion :

Certes des efforts sont consentis de jour en jour pour l'amélioration des conditions de vie et de travail dans les pays africains du nord. Cependant cela reste insuffisant au regard des populations encore exclues du monde du travail et de la répartition primaire des revenus ? C'est à penser que beaucoup reste à faire. La croissance et les systèmes financiers devraient être, par des mécanismes appropriés, plus inclusifs. Ainsi la régulation, menée par les pouvoirs publics à quelque échelon -de la vie économique et sociale- que se soit, constituerait à ce niveau le facteur fédérateur des faits économiques et financiers.

En fait gouvernance et IDH vont de pairs. Si la première relève des institutions et de la volonté politique pour asseoir plus de transparence et de participation à la décision, le second, de par les biais relevés quant à sa mesure et portée, reste tributaire du marché et des prix qui s'y fixent. Il n'en demeure pas moins que tant gouvernance que IDH sont des mesures d'une qualité qui demande à être améliorée. Leur contextualisation, étant données les multiples contraintes pesant sur les pouvoirs publics des PAN, doit être de mise pour relativiser l'inefficacité des programmes et la basse "productivité" des gouvernements de ces pays.

## Notes et références:

<sup>1</sup> Bernard Enjolras , économie sociale et solidaire et régimes de gouvernance, recma – revue internationale de l'économie sociale n° 296.

<sup>2</sup> Jacques Theys, La Gouvernance, entre innovation et impuissance, *Développement durable et territoires*

[En ligne], Dossier 2 | 2002, mis en ligne le 01 novembre 2003, consulté le 05 mars 2014. URL :

<http://developpementdurable.revues.org/1523>.

<sup>3</sup> idem.

<sup>4</sup> Werner Raub, Vincent Buskens, Vincenz Frey, The rationality of social structure: Cooperation in social dilemmas through investments in and returns on social capital , *Social Networks* 35 (2013), pp 720– 732.

<sup>5</sup> Khalid Zaman &alii ,The relationship between financial indicators and human development in Pakistan.

<sup>6</sup> In Thomas Gries, Wim Naudé ,Entrepreneurship and human development: A capability approach.

<sup>7</sup> Conférier Leandro Prados de la Escosura , Human development in Africa: A long-run perspective, *Explorations in Economic History* 50 (2013), pp 179–204.

<sup>8</sup> Pia Piroshka Otte , Developing technology: The quest for a new theoretical framework for understanding the role of technology in human development, *Technology in Society* 38 (2014), pp 11–17.

<sup>9</sup> ibidem.

<sup>10</sup> Rapport sur le développement humain 2013.

<sup>11</sup> ibidem.

<sup>12</sup> Nemanja Milenkovic, Jovanka Vukmirovic , Milica Bulajic , Zoran Radojicic, A multivariate approach in measuring socio-economic development of MENA countries, *Economic Modelling* (2014)

<sup>13</sup> Tableau de bord des indicateurs macro-économiques, Ministère de l'économie et des finances, Avril 2013.

<sup>14</sup> En 2010 le secteur des services représente 45,5% du Pib contre 37,5% en 1989. Il convient toutefois de noter que de nombreux services dégagent une faible valeur ajoutée.

<sup>15</sup> <http://www.tunisiecomex.com/fr/fiches-pays/tunisie/accueil>.

<sup>16</sup> Pour l'Algérie c'est le PIB hors hydrocarbures pour mieux quantifier l'importance de la rente pétrolière dans l'économie nationale.

<sup>17</sup> Banque de développement Africaine – Tunisie- 2012-2013 .

<sup>18</sup> Au moment que la révolution est prévue porteuse d'espoir (notamment pour la croissance à moyen et long terme qui devrait bénéficier des effets d'une meilleure gouvernance).

<sup>19</sup> Part du budget de l'éducation dans les dépenses de l'Etat (2007-2009) : 20,27% en Algérie, Maroc : 25,71%, Tunisie : 22,6%, Sarah Haderbache.

<sup>20</sup> See more at: <http://www.algerie-focus.com/blog/2012/06/education-ou-se-situe-algerie/#sthash.xl4E7j5z.dpuf>

<sup>21</sup> Shuwen Niu & alii " Electricity consumption and human development level: A comparative analysis based on panel data for 50 countries.

<sup>22</sup> The relationship between financial indicators and human development in Pakistan  
Khalid Zaman Zeeshan Izhar Muhammad, Mushtaq Khan, Mehboob Ahmad.

<sup>23</sup> Thomas Gries, Wim Naudé , Entrepreneurship and human development: A capability approach .